

# Consultation Publique de l'ARCEP : Réponses de SNCF Réseau

## « Établissement du plan national de numérotation et de ses règles de gestion »

Consultation Publique du 23 juillet 2025 au 26 septembre 2025

Septembre 2025

### 1. Avant-Propos

La présente consultation publique vise à recueillir les commentaires des parties prenantes sur un projet de modification du plan national de numérotation et de ses règles de gestion.

Le plan national de numérotation est défini par l'ARCEP, conformément à l'article L. 44 du code des postes et des communications électroniques (ci-après « CPCE »).

Les signalements laissés sur « J'alerte l'ARCEP » et les demandes ou dysfonctionnements décrits par les opérateurs à l'Autorité montrent que la gestion du plan national de numérotation peut encore être améliorée.

L'objet de la présente consultation publique est de mettre à jour la décision n°2018-0881 modifiée actuellement en vigueur.

Ce document présente les réponses de SNCF Réseau à la consultation publique de l'ARCEP visant à recueillir les commentaires des parties prenantes sur le projet de modification du plan national de numérotation et de ses règles de gestion.

## 2. Réponses de SNCF Réseau

### Question 1

SNCF Réseau n'a pas de commentaire relatif à la création de la catégorie des numéros polyvalents pour les appels et messages d'intérêt général.

### Question 2

SNCF Réseau pense que l'application de ces règles d'altération du numéro d'appelant pour les appels arrivant sur les interconnexions internationales entrantes doivent être accompagnées d'une information nationale et d'une sensibilisation des usagers sur ce nouvel affichage.

SNCF Réseau pense également que les opérateurs doivent pouvoir indiquer aux clients, à leur demande après coup ou de manière automatique, la provenance de l'appel lorsqu'un champ spécifique ne le définit pas dans l'établissement de l'appel. L'indication du pays émetteur nous paraît pertinent pour que les usagers déterminent s'ils acceptent l'appel ou pas.

Par ailleurs, certains systèmes utilisant le numéro de l'appelant comme identifiant ne fonctionneront plus en itinérance dans le cas de la technologie « Local breakout » [SDA].

### Question 3

SNCF Réseau pense que la valeur de l'abonné banalisé doit être accompagnée d'une information sur le pays émetteur. Autrement la valeur 99 99 99 99 est acceptable. Les difficultés techniques que l'on estime sont liées à l'usage de l'abonné banalisé et pas à sa valeur.

### Question 4

SNCF Réseau pense que l'altération avec l'abonné banalisé doit s'accompagner d'une information sur le pays de provenance (la France dans le cas des appels de téléphonie fixe).

### Question 5

SNCF Réseau pense que les nouvelles règles pour l'encadrement de la modification par un opérateur de l'identifiant d'appelant ou d'émetteur sont de bonnes évolutions. Celles-ci peuvent être complétées par la mise à disposition, techniquement et contractuellement, des donneurs d'ordre du suivi de liste des numéros utilisables en leur nom pour chaque utilisateur final auquel ils confient leurs numéros. Ceci afin que les donneurs d'ordre puissent à tout moment vérifier qui est en droit de présenter leurs numéros.

### Question 6

SNCF Réseau est d'accord avec l'ARCEP pour l'interdiction de toute délégation d'affichage portant sur un numéro mobile.

## Question 7

SNCF Réseau est d'accord avec l'application d'un délai de réaffectation d'un numéro à un utilisateur final lorsque ce numéro a été résilié à l'initiative de l'opérateur.

## Question 8

SNCF Réseau est fortement favorable l'autorisation d'afficher des numéros d'urgence en tant qu'identifiant d'appelant.

## Question 9

SNCF Réseau pense que l'interdiction d'utiliser comme identifiant d'appelant un numéro court dont la composante « S » hors TVA est strictement supérieure à 0.167€ par minute ou strictement supérieure à 0.417€ par appel devrait être étendue à l'ensemble des numéros payants.

## Question 10

SNCF Réseau n'a pas d'avis la proposition de l'ARCEP d'obliger les opérateurs à affecter un premier numéro à un utilisateur final dans un délai d'un an après la notification de la décision d'attribution du bloc correspondant. [SDA]

## Question 11

SNCF Réseau est d'accord avec l'obligation de restituer un numéro précédemment porté à l'opérateur attributaire au terme du délai de réaffectation lors d'une résiliation sans portage.

## Question 12

SNCF Réseau n'a pas d'avis sur la limitation du nombre de préfixe RIO.

## Question 13

SNCF Réseau n'a pas de commentaire particulier sur l'allocation de nouveaux numéros polyvalents pour les territoires de Guadeloupe, Martinique et Mayotte.

## Question 14

SNCF Réseau n'a pas de commentaire particulier sur l'allocation de nouveaux numéros polyvalents vérifiés pour les territoires de Guadeloupe, Saint-Martin, Saint-Barthélemy, Martinique, Guyane, La Réunion et Mayotte.

## Question 15

SNCF Réseau n'a pas de commentaire particulier sur l'allocation de nouveaux préfixes de routage, à la fois pour les numéros polyvalents et les numéros mobiles, pour les territoires de Guadeloupe, Martinique, Guyane, La Réunion et Mayotte.

## Question 16

SNCF Réseau n'a pas de commentaire particulier sur la réduction à 100 000 numéros de la granularité d'attribution des numéros polyvalents de longueur étendue et des numéros mobiles de longueur étendue pour les territoires de Guadeloupe, Martinique, Guyane, La Réunion et Mayotte.

## Question 17

SNCF Réseau ne voit pas d'inconvénient à la suppression des codes R1R2 excepté les 2 conservés (97 et 99).

## Question 18

SNCF Réseau ne voit pas d'inconvénient à la suppression des préfixes d'accès à des services de réseau privé virtuel.

## Question 19

SNCF Réseau est favorable à l'interdiction des mises à disposition des numéros dès lors que les procédures de conservation des numéros fixes et mobiles soient rigoureusement respectées. [SDA].

## Question 20

SNCF Réseau n'a pas de commentaire particulier sur l'interdiction d'utiliser des préfixes de routage fournis par un autre opérateur.

## Question 21

N'étant pas attributaire de numéros, SNCF Réseau n'a pas de commentaires particuliers sur la suppression de l'obligation de transmettre annuellement des rapports d'utilisation et de mise à disposition.

## Question 22

SNCF Réseau n'a pas de commentaire relatif à la fourniture des éléments dans le cadre d'une restitution de numéros spéciaux et courts.

## Question 23

SNCF Réseau est favorable au renforcement de la vérification du demandeur dès lors que celui-ci n'est pas employé par cette société et qu'il demande un identifiant d'accès pour le compte de cette dernière.

## Question 24

SNCF Réseau n'a pas de commentaire relatif à la fourniture de l'adresse postale de l'équipement ainsi que l'adresse postale du point d'interconnexion pour chaque demande de numéros territorialisés et de préfixes de routage de numéros polyvalents et mobiles.

## Question 25

SNCF Réseau n'a pas de commentaire relatif à la fourniture de l'adresse physique du point de signalisation pour toute demande d'attribution de CPSN.

## Question 26

SNCF Réseau n'a pas de commentaire relatif à la modification du type de contacts à fournir à l'appui d'une demande d'attribution.